



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/40/466
S/17330

8 juillet 1985

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Quarantième session

Points 40, 72, 132 et 133 de la liste préliminaire*

QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET DE LA COOPERATION

EN ASIE DU SUD-EST

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE

RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU BON VOISINAGE ENTRE

ETATS

REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ENTRE ETATS

CONSEIL DE SECURITE

Quarantième année

Lettre datée du 8 juillet 1985, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent par intérim du Viet Nam auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration faite le 5 juillet 1985 par le porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam au sujet de la récente proposition du Ministre thaïlandais des affaires étrangères, en date du 3 juillet 1985.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 40, 72, 132 et 133 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent par intérim,

(Signé) LE KIM CHUNG

* A/40/50/Rev.1.

ANNEXE

Déclaration du porte-parole du Ministère des affaires
étrangères de la République socialiste du Viet Nam,
publiée le 5 juillet 1985 à Hanoï

De retour de son récent séjour à Beijing, le Ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddhi Savetsila, a formulé le 3 juillet une proposition concernant des négociations indirectes entre le prétendu gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique et le Viet Nam.

Cette ruse dont les milieux dirigeants thaïlandais sont coutumiers leur est inspirée par leur inclination à dénigrer la situation au Kampuchea et à calomnier le Viet Nam en l'accusant d'avoir envahi le Kampuchea. Toutefois, en six ans, personne ne s'est laissé prendre à ces allégations. Chacun sait que les volontaires de l'armée vietnamienne sont allés au Kampuchea pour aider le peuple kampuchéen à renverser le régime génocidaire de Pol Pot et sauver la nation kampuchéenne du génocide. Grâce à leur concours, le peuple kampuchéen a pu édifier une vie nouvelle dans le pays. En six ans, la République populaire du Kampuchea est devenue plus forte que jamais. Le gouvernement du président Heng Samrin reçoit l'appui de tout le peuple kampuchéen et contrôle effectivement le territoire kampuchéen tout entier. De par les crimes dont elle s'est rendue coupable, la clique de Pol Pot n'a aucune place en terre kampuchéenne et ne doit son existence qu'à l'assistance de forces réactionnaires étrangères.

La proposition de la Thaïlande est avancée à un moment où le monde entier exige résolument l'élimination de la bande de Pol Pot et le respect du droit du peuple kampuchéen à l'autodétermination et au renouveau national, et salue la proposition en cinq points faite par les trois pays d'Indochine ainsi que les efforts déployés par l'Indonésie et la Malaisie pour renforcer la tendance au dialogue en vue d'aboutir à un règlement pacifique de la question kampuchéenne et de faire régner la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. Il est évident que les autorités thaïlandaises agissent délibérément à contre-courant de cette tendance générale en tentant de retenir les partisans génocidaires de Pol Pot dans l'espoir de les ramener au Kampuchea - ce qu'ils n'ont pas pu faire militairement ces six dernières années - de saboter la tendance à la négociation et les efforts de paix des parties intéressées, de maintenir et prolonger la tension en Asie du Sud-Est.

La réalité des six dernières années montre que cette politique mène à une impasse qui profite aux forces réactionnaires extérieures et qui nuit aux pays d'Asie du Sud-Est, y compris la Thaïlande.

La République socialiste du Viet Nam réaffirme la position exprimée par les trois pays d'Indochine et précisée dans la proposition en cinq points du 18 janvier 1985 et accueille favorablement tous les efforts faits pour accélérer le dialogue en vue d'apporter aussi rapidement que possible une solution politique aux questions touchant le Kampuchea et l'Asie du Sud-Est dans son ensemble et de faire de l'Asie du Sud-Est une région de paix, de stabilité, d'amitié et de coopération.